

Tribune de l'opposition municipale dans le numéro d'octobre 2005 de Orléans Mag. Dans l'agglomération d'Orléans, et tout autour, des licenciements sont annoncés semaine après semaine. Pour beaucoup de salariés et pour leurs familles, cela se traduit par l'angoisse, l'incertitude, la peur du lendemain.

Des licenciements ont été ainsi annoncés, mis en œuvre ou sont susceptibles de l'être dans les entreprises suivantes : TDA (Fleury les Aubrais), SIFA (Orléans), IBM (Boigny sur Bionne), Masterfood (Saint Denis de l'Hôtel), Federal Mogul (Saint Jean de la Ruelle), la verrerie de La Chapelle Saint Mesmin, la fonderie de Meung sur Loire, Faurecia (Beaugency) ou Thales (La Ferté Saint Aubin). Et la liste n'est pas exhaustive.

Dans le contexte, tout doit être fait pour éviter ces suppressions d'emploi et pour faire en sorte que d'autres ne viennent pas s'y ajouter.

Cela signifie concrètement qu'il faut d'abord ne pas se résigner. J'ai eu l'occasion de dire, au sujet de l'entreprise Faurecia, que la suppression de son site du Loiret n'était pas inéluctable. Cela vaut pour d'autres entreprises.

Ne pas se résigner, cela veut dire se battre contre des suppressions d'emplois qui n'ont d'autre raison que d'accroître les profits des actionnaires. Les « licenciements boursiers » sont une insulte aux hommes et aux femmes qui travaillent dans les entreprises concernées. Il est des situations où une entreprise perd ses clients ou ses marchés. Mais ce n'est pas le cas de toutes les entreprises que j'ai citées, loin s'en faut. Et c'est pourquoi j'ai appelé les pouvoirs publics à la plus grande vigilance à cet égard.

Ne pas se résigner, c'est faire appel à l'ensemble des collectivités - région, département, agglomération - pour favoriser les solutions économiques qui peuvent être mises en œuvre. Ne pas se résigner, c'est traduire concrètement, sur le terrain, les paroles de M. de Villepin, Premier ministre, sur la priorité à l'emploi et ne pas se contenter de formules creuses et de réunions rituelles.

Ne pas se résigner, c'est avoir une attitude offensive dans l'agglomération d'Orléans pour la création et l'accueil d'entreprises et pour la création d'emplois. Il est plus que temps de renouer, à cet égard, avec le volontarisme et le dynamisme.

Nous avons à Orléans, dans l'agglomération, dans le Val de Loire, de nombreux atouts. Il faut les valoriser. Il faut aussi être très performant, très efficace pour tout ce qui touche à la recherche, aux transferts de technologie, à l'innovation industrielle, à la formation professionnelle, au développement universitaire.

Il faut aussi s'engager pleinement pour aider les jeunes à s'insérer dans la vie professionnelle. C'est dramatique pour un jeune de connaître le chômage durant de longs mois et de longues années au lieu d'être accueilli dans le monde du travail. Les « emplois jeunes » ont été critiqués, puis supprimés par le gouvernement Raffarin. Les ministres nous disent aujourd'hui que ce fut une erreur ! On recrée les « aides éducateurs » (avec un statut revu à la baisse !) alors qu'on les vilipendait il y a trois ans. Ces revirements sont absurdes. Il faut être concret et ne récuser aucune des solutions pour réduire le chômage, et d'abord celui des jeunes - ici comme partout.

Mais pour en revenir à ici, rien n'est plus urgent que de mettre en œuvre une stratégie globale pour l'emploi et le développement économique dans l'agglomération d'Orléans. C'est une nécessité. C'est la première priorité. Mais il faut d'abord une volonté.

Thème : EMPLOI